

Université Un maître de conférences s'explique sur sa démission de l'Université de Lorraine

Vincent Goulet, « lanceur d'alerte »

Nancy. Le 2 octobre, Vincent Goulet, s'est décidé à rendre publique sa démission de son poste de maître de conférences en sociologie à l'Université de Lorraine en publiant sur son blog hébergé par Médiapart une lettre ouverte explicative à Geneviève Fioraso, secrétaire d'État à l'Enseignement supérieur et à la Recherche. Depuis, ça cause dans les chaumières universitaires. Hier après-midi, Vincent Goulet a fait le déplacement en train depuis Mulhouse pour participer au monôme des « chercheurs en marche » organisé à Nancy à l'occasion d'une inauguration officielle d'une manifestation dans le cadre de la fête de la science.

Jamais sans son vélo. Mais là, après avoir râlé de l'intérieur, Vincent Goulet admet avoir changé de braquet. Sans le regretter. Car ce n'est « pas une décision prise sur un coup de tête ». Sa démission, il l'a envoyée discrètement au président de l'Université de Lorraine « fin avril après avoir pris quelques mois de disponibilité ». Mais pourquoi le faire savoir maintenant ? « Le déclencheur, c'est la présentation du budget de l'ensei-

gnement supérieur, +0,2 % donc une baisse en euros constants. Fioraso m'a étonné ».

Le chercheur poursuit : « Il fallait que j'explique les choses. Je ne me pose pas en victime. On peut même penser que c'est plus courageux de rester pour lutter de l'intérieur. Mais pour démissionner, il faut aussi du courage, car vous vous retrouvez sans rien, sans droit aux Assedic ». 46 ans, deux enfants. Une compagne qui travaille dans le privé. Le choix a été « difficile ». Et rarissime.

« Je sens que ça frémit »

« Je suis passé de 2.400 € mensuels à 1.200 », raconte Vincent Goulet, qui a trouvé un contrat de chercheur associé à un laboratoire du CNRS à Strasbourg. Le changement, ce n'est pas seulement maintenant. Il avait commencé sa carrière dans le privé. Puis l'avait poursuivie comme monteur vidéo à Arte. Jusqu'à ce qu'il reprenne des études de sociologie en 2000 et obtienne un doctorat à l'École des hautes études en sciences sociales en 2009. Sujet de la thèse : « La réception des informations dans les milieux



■ « Je dis tout simplement ce qui ne va pas. » Photo Pierre MATHIS

populaires ». Prolongé par un livre en 2010 sur « Médias et classes populaires ». Travail remarqué qui favorise son recrutement par l'UL la même année.

Mais « très vite, les charges administratives, de plus en

plus envahissantes, les gesticulations nécessaires pour décrocher le moindre financement. La fusion de l'université, j'étais pour, je pensais que cela simplifierait les choses. C'est tout le contraire qui s'est produit, avec une

kyrielle de chefaillons intermédiaires. Je n'ai rien contre le président. Il fait ce qu'il peut. Mais je n'aimais plus ce côté mentalement désagréable qui fait que vous êtes obligé de faire autre chose que ce pourquoi vous avez été recruté ».

« Lanceur d'alerte ? Je n'aime pas trop cette notion, mais je dis tout simplement ce qui ne va pas, et surtout je dis pourquoi. Et il se trouve que tout le monde me dit que je décrie est tellement vrai. À la suite de ma lettre ouverte, j'ai reçu des dizaines de mails en ce sens. Il y a une ambiance de concurrence entre labos avec les appels d'offres. Cette compétition est préjudiciable aux conditions de travail, à la recherche. Il n'y a pas eu de réforme courageuse de l'université. Fioraso a marché dans les pas de Pécresse. Je sens que ça frémit. Les étudiants vont finir par se rendre compte que les conditions qui leur sont imposées sont indignes d'un pays comme le nôtre. Je reste foncièrement optimiste, je pense qu'un jour, se produira une inversion de la tendance. Alors, je repostulerai à un poste ».

Philippe RIVET

un maître de conférence lorrain démissionne

Université: le blues de l'enseignant-chercheur

Il avait une situation confortable à l'université de Lorraine. Vincent Goulet a tout envoyé bouler. L'enseignant-chercheur dénonce un quotidien miné par les lourdeurs administratives et la détérioration des conditions de travail.

Depuis qu'il a démissionné de l'université de Lorraine, ses revenus ont été divisés par deux. Vincent Goulet, 46 ans, n'est plus que chercheur sur contrat et enseignant en vacation. Mais il a retrouvé le goût du bonheur.

En avril, le maître de conférence en Sciences de l'information et de la communication à Nancy a renoncé à son confortable poste. La « détérioration croissante des conditions de travail » a eu raison de lui. « J'ai essayé de mobiliser les collègues. On sent un malaise mais personne ne bouge », regrette celui qui a finalement décidé de mettre les pieds dans le plat. Il vient d'écrire une lettre ouverte à Geneviève Fioraso, secrétaire d'Etat à l'Enseignement supérieur et à la Recherche (visible sur notre site internet www.republicain-lorrain.fr).

« Il n'est aujourd'hui plus question de pédagogie : plutôt que des enseignants, nous sommes devenus avant tout des gestionnaires de diplômes et des super-chefs de service administratif, décrit avec froideur l'ex-maître de conférences. La multiplication des formations professionnalisantes et le manque de personnel administratif conjugués au nombre insuffisant d'enseignants-chercheurs statutaires

conduit chacun de nous à prendre en charge la responsabilité d'un diplôme ou d'une année avec toutes les charges que cela comporte », détaille le docteur en sociologie.

Elaboration des maquettes des enseignements, suivi des emplois du temps, recherches d'enseignants vacataires, rédaction des multiples dossiers de financement, un inventaire à la Prévert ne lui suffit pas pour décrire les lourdeurs administratives qui rythment le quotidien de l'enseignant-chercheur. Une profession dont le grand public ne voit, bien souvent avec un œil moqueur, que la partie émergée de l'iceberg. Soit les 192 heures annuelles passées devant les étudiants : « On nous imagine en vacances de juin à octobre alors que la plupart ne quittent leur bureau que le 21 juillet pour le retrouver le 25 août. »

« Le coup de grâce »

Dans ces conditions, difficiles de se pencher sur la recherche. Dans les textes, l'activité doit occuper l'autre moitié du temps. Pas dans les faits : « Elle est réduite à la portion congrue, toujours renvoyée à plus tard ou morcelée, si bien qu'on ne peut guère mener une réflexion approfondie. » La faute aussi à « la pernicieuse logique du



Vincent Goulet: un choix assumé qu'il explique à Geneviève Fioraso, secrétaire d'Etat à l'Enseignement supérieur et à la Recherche, dans une lettre ouverte. Photo DR

financement de la recherche sur contrat. » Elle contraint le chercheur à se transformer en « porteur de projets et en spécialiste en montage de dossiers de financement. »

Dans ce contexte, qu'il décrit comme national, la fusion « à moyens constants » des quatre universités de Lorraine a constitué pour Vincent Goulet « le

coup de grâce » : « J'y ai cru, j'ai voté oui. J'imaginai plus d'autonomie et de souplesse. C'est tout le contraire. » L'explosion de fac évoque des cours de TD face à 45 étudiants. Et toujours cette pression administrative : « Plutôt que des enseignants ou des personnels administratifs, l'université a embauché une armée de con-

sultants et de chargés de mission qui nous ont rapidement cassé les pieds pour que nous remplissions leur paperasserie d'évaluation de l'excellence. »

« Tout ce qu'il décrit est très vrai », soupire un maître de conférences lorrain, qui a aussi des envies d'ailleurs...

Philippe MARQUE.

« Un métier pas facile » pour Pierre Mutzenhardt

« Un enseignant-chercheur qui démissionne, c'est très rare et dommage », commente sobrement Pierre Mutzenhardt. Le président de l'université de Lorraine dit ne pas ressentir d'animosité envers ce collègue pourtant pas tendre avec le système universitaire français, et encore moins avec la faculté régionale. « On a une vue biaisée de ce métier qui n'est pas facile. Les

enseignants-chercheurs travaillent tout le temps, qui plus est dans des conditions pas évidentes, face à beaucoup d'étudiants. Aujourd'hui, la fonction n'est pas que pédagogique. Peut-être que l'on manque de personnel de soutien, mais cela fait partie des responsabilités de l'enseignant-chercheur de s'investir aussi administrativement. Malgré cela, beaucoup d'ensei-

gnants-chercheurs continuent encore à avoir la vocation », positive Pierre Mutzenhardt. Sur le volet de la recherche, le président reconnaît qu'il y a « peut-être beaucoup d'appels d'offres compétitifs » mais qu'il s'agit de « challenger les projets » : « On gère de l'argent public. Il faut justifier nos choix. » Enfin, concernant la toute jeune université Lorraine, il reconnaît

« une mise en œuvre pas simple, qui plus est avec la raréfaction des moyens de l'Etat. Difficile dans ces conditions d'entraîner des dynamiques. Mais des projets vont dans le bon sens et se construisent. Nous ne sommes pas face à une université en complet dysfonctionnement. »

Ph. M.